

Un documentaire sur Albert Camus, toujours pertinent soixante ans après sa disparition

Les réalisateurs Fabrice Gardel et Mathieu Weschler retracent dans « Albert Camus, l'icône de la révolte », le parcours et la pensée de l'écrivain. Limpide.

Par Mouna El Mokhtari Publié le 04 janvier 2020 à 19h00

<https://www.dailymotion.com/video/x7q29jl>

Camus, une pensée toujours vivante - <https://www.dailymotion.com/video/x7q2aqp>



Albert Camus aux puces de Saint-Ouen en 1953. KOESTLER/ARTE
PUBLIC SÉNAT - SAMEDI 4 JANVIER À 21 H 00 – DOCUMENTAIRE

« Albert Camus, l'icône de la révolte », documentaire de Fabrice Gardel et Mathieu Weschler (France, 2019, 55 min), dans « Un monde en doc ». [Public Sénat.fr](http://PublicSénat.fr).

Albert Camus est mort il y a tout juste soixante ans. Fauché par un accident de la route à l'âge de 46 ans. Trois ans plus tôt, il avait été désigné Prix Nobel de littérature. Aujourd'hui, l'auteur de *L'Étranger* et de *La Peste* est l'un des écrivains les plus lus au monde. « ***C'est quelqu'un qui vous donne le goût de la vie, sans jamais vous mentir ni vous rassurer*** », affirme le philosophe Raphaël Enthoven dans *Albert Camus, l'icône de la révolte*. Ce court documentaire relate l'existence et le parcours intellectuel du journaliste et écrivain qui a puissamment marqué la vie de ses contemporains et des

générations qui ont suivi.

Tout commence de l'autre côté de la Méditerranée pour « *ce petit Français d'Algérie* » qui voit le jour dans une famille « *qui ne sait ni lire ni écrire* ». Huit mois après sa naissance, la première guerre mondiale éclate et son père est tué au front. La famille s'installe dans le quartier populaire de Belcourt à Alger. Il n'y a ni eau ni électricité, sa grand-mère gère le foyer « *d'une main de fer* ». « **Seuls moi et mes défauts sommes responsables et non le monde où je suis né** », écrit Albert Camus, qui restera nostalgique de cette jeunesse où « *les plus grands plaisirs ne coûtent rien* » : les bains de mer, les parties de football avec les copains. « **Le peu de morale que je sais, je l'ai appris sur les scènes de théâtre et dans les stades de foot, qui resteront mes vraies universités.** »

Son combat pour une réconciliation

Il obtient tout de même un diplôme de philosophie grâce à une bourse qui lui permet d'aller au lycée. Mais la gravité de la tuberculose qu'il contracte, véritable condamnation à mort à l'époque, l'oblige à renoncer à l'agrégation. Son ami Pascal Pia l'embauche alors à l'*Alger républicain*. Il défend « **un journalisme qui offre une voix à ceux qui n'en ont pas** », en premier lieu les Kabyles d'Algérie, marquant l'histoire de la presse.

Lire aussi [Les devoirs du journaliste selon Albert Camus](#)

Résistant, Albert Camus s'impose comme le rédacteur en chef du quotidien clandestin *Combat* et dénonce la barbarie nazie, les goulags du communisme soviétique, l'usage des armes nucléaires. Les batailles qu'il mène contre les dérives totalitaires de son temps font de lui une figure de la révolte reconnue à l'étranger. Face aux atrocités de la guerre en Algérie, il se bat pour une réconciliation par le dialogue et des droits supplémentaires pour la population arabe. Mais « *il n'accepte pas [l'idée d'une indépendance], c'est charnel pour lui* », constate l'écrivain Salim Bachi.

Des paradoxes assumés

Ponctué de sonores d'Albert Camus, le documentaire ne fait l'impasse sur aucun des paradoxes que l'écrivain assumait – à l'image de **Meursault, le héros qui « refuse de mentir » de L'Etranger** –, et déploie efficacement les nuances de sa pensée, hermétique à la diabolisation ou à la déshumanisation. « *Lorsqu'il traite de la difficulté qu'on a à dialoguer, parfois on a l'impression qu'il a connu les réseaux sociaux* », observe Marylin Maeso, professeure de philosophie et auteure de *L'Abécédaire d'Albert Camus* (à paraître le 8 janvier aux éditions de L'Observatoire). « *Quand il dit "celui que j'insulte, je ne connais plus la couleur de son regard", on a l'impression qu'il parle de Twitter.* »

Les témoignages de sa fille, Catherine Camus, pas dénuée d'humour, du rappeur Abd Al Malik, auteur de *Camus, l'art de la révolte* et d'une adaptation de la pièce *Les Justes*, ou de l'auteur de BD Jacques Ferrandez, apportent des éclairages signifiants. La diffusion du documentaire est suivie d'un débat animé par Jérôme Chapuis.

Les devoirs du journaliste selon Albert Camus

Les "quatre commandements" du manifeste censuré de l'écrivain traversent son oeuvre romanesque et structurent sa réflexion philosophique.

Par Macha Séry Publié le 18 mars 2012 à 14h16 - Mis à jour le 18 mars 2012 à 15h02

Le manifeste que nous publions a été rédigé par Albert Camus (1913-1960) près de trois mois après le début de la seconde guerre mondiale. Il a alors 26 ans. Non signé, le texte est authentifié. Il est aussi d'actualité. Il pourrait tenir lieu de bréviaire à tous les journalistes et patrons de journaux qui aspirent à maintenir la liberté d'expression dans un pays en guerre ou soumis à la dictature, là où le patriotisme verrouille l'information. "Toutes les contraintes du monde ne feront pas qu'un esprit un peu propre accepte d'être malhonnête", écrit Camus, pour qui résister, c'est d'abord ne pas consentir au mensonge. Il ajoute : "Un journal libre se mesure autant à ce qu'il dit qu'à ce qu'il ne dit pas." Cet article de Camus devait paraître le 25 novembre 1939 dans *Le Soir républicain*, une feuille d'information quotidienne vendue uniquement à Alger, dont Camus était le rédacteur en chef et quasiment l'unique collaborateur avec Pascal Pia. Mais l'article a été censuré. En Algérie, sa terre natale, qu'il n'a, à l'époque, jamais quittée hormis pour de brèves vacances, Camus jouit d'un petit renom. Il a déjà écrit *L'Envers et l'Endroit* (1937) et *Noces* (mai 1939). Il a milité au Parti communiste pour promouvoir l'égalité des droits entre Arabes et Européens, avant d'en être exclu à l'automne 1936 - il a consenti à cette exclusion, tant les reniements politiques du parti l'écoeuraient. Secrétaire de la maison de la culture à Alger, il a monté la première compagnie de théâtre de la ville, adapté *Le Temps du mépris*, de Malraux, et joué des classiques. Sa première pièce, *Révolte dans les Asturies*, coécrite avec des amis, a été interdite par Augustin Rozis, le maire d'extrême droite d'Alger. Le jeune Camus, orphelin d'un père mort en 1914, fils d'une femme de ménage analphabète, fait de la littérature une reconnaissance de dette. Fidélité au milieu dont il vient, devoir de témoignage.

Pascal Pia, vieil ami d'André Malraux, l'a recruté en 1938 comme journaliste polyvalent pour *Alger républicain*, quotidien qui entendait défendre les valeurs du Front populaire. Ce journal tranchait avec les autres journaux d'Algérie, liés au pouvoir colonial et relais d'une idéologie réactionnaire. Ainsi Camus a publié dans *Alger républicain* une série d'enquêtes qui ont fait grand bruit, la plus connue étant "Misère de la Kabylie". Camus est pacifiste. Mais une fois la guerre déclarée, il veut s'engager. La tuberculose dont il est atteint depuis ses 17 ans le prive des armes. Alors il écrit avec frénésie. Dans *Alger républicain* puis dans *Le Soir républicain*, qu'il lance le 15 septembre 1939, toujours avec Pascal Pia. Ces deux journaux, comme tous ceux de France, sont soumis à la censure, décrétée le 27 août. Par ses prises de position, son refus de verser dans la haine aveugle, Camus dérange. L'équipe, refusant de communiquer les articles avant la mise en page, préfère paraître en laissant visibles, par des blancs, les textes amputés par la censure. Au point que certains jours, *Alger républicain* et surtout *Le Soir républicain* sortent avec des colonnes vierges. Moins encore qu'en métropole, la censure ne fait pas dans la nuance. Elle biffe ici, rature là. Quoi ? Des commentaires politiques, de longs articles rédigés par Camus pour la rubrique qu'il a inventée, "Sous les éclairages de guerre", destinée à mettre en perspective le conflit qui vient d'éclater, des citations de grands auteurs (Corneille, Diderot, Voltaire, Hugo), des communiqués officiels que n'importe qui pouvait pourtant entendre à la radio, des extraits d'articles publiés dans des journaux de la métropole (*Le Pays socialiste, La Bourgogne républicaine, Le Petit Parisien, le Petit Bleu, L'Aube*)... Ce n'est jamais assez pour le chef des censeurs, le capitaine Lorit, qui ajoute d'acribes

remarques sur le travail de ses subalternes lorsqu'ils laissent passer des propos jugés inadmissibles. Comme cet article du 18 octobre, titré "Hitler et Staline". "*Il y a là un manque de discernement très regrettable*", écrit le capitaine. Ironie, trois jours plus tard, à Radio-Londres (en langue française), les auditeurs peuvent entendre ceci : "*La suppression de la vérité, dans toutes les nouvelles allemandes, est le signe caractéristique du régime nazi.*"

Le 24 novembre, Camus écrit ces lignes, qui seront censurées : "*Un journaliste anglais, aujourd'hui, peut encore être fier de son métier, on le voit. Un journaliste français, même indépendant, ne peut pas ne pas se sentir solidaire de la honte où l'on maintient la presse française. A quand la bataille de l'Information en France ?*" Même chose pour cet article fustigeant le sentiment de capitulation : "*Des gens croient qu'à certains moments les événements politiques revêtent un caractère fatal, et suivent un cours irrésistible. Cette conception du déterminisme social est excessive. Elle méconnaît ce point essentiel : les événements politiques et sociaux sont humains, et par conséquent, n'échappent pas au contrôle humain*" (25 octobre).

Ailleurs, sous le titre "Les marchands de mort", il pointe la responsabilité des fabricants d'armes et l'intérêt économique qu'ils tirent des conflits. Il préconise "*la nationalisation complète de l'industrie des armes*" qui "*libérerait les gouvernements de l'influence de capitalistes spécialement irresponsables, préoccupés uniquement de réaliser de gros bénéfices*" (21 novembre). Il n'oublie pas le sort des peuples colonisés en temps de guerre, dénonçant la "*brutalisation*" des minorités et les gouvernements qui "*persistent obstinément à opprimer ceux de leurs malheureux sujets qui ont le nez comme il ne faut point l'avoir, ou qui parlent une langue qu'il ne faut point parler*".

Bien que les menaces de suspension de leur journal se précisent, Albert Camus et Pascal Pia ne plient pas. Mieux, ils se révoltent. Pascal Pia adresse une lettre à M. Lorit où il se désole que *Le Soir républicain* soit traité comme "*hors la loi*" alors qu'il n'a fait l'objet d'aucun décret en ce sens. Parfois le tandem s'amuse des coups de ciseaux. Pascal Pia racontera que Camus, avec malice, fit remarquer à l'officier de réserve qui venait de caviarder un passage de *La Guerre de Troie n'aura pas lieu* qu'il était irrespectueux de faire taire Jean Giraudoux, commissaire à l'information du gouvernement français...

Le Soir républicain est interdit le 10 janvier 1940, après 117 numéros, sur ordre du gouverneur d'Alger. Camus est au chômage. Les éventuels employeurs sont dissuadés de l'embaucher à la suite de pressions politiques. Tricard, le journaliste décide de gagner Paris, où Pascal Pia lui a trouvé un poste de secrétaire de rédaction à *Paris Soir*. La veille de son départ, en mars 1940, il est convoqué par un commissaire de police, qui le morigène et énumère les griefs accumulés contre lui.

L'article que nous publions, ainsi que les extraits cités ci-dessus, ont été exhumés aux Archives d'outre-mer, à Aix-en-Provence. Ces écrits, datant de 1939 et 1940, ont été censurés par les autorités coloniales. Ils n'ont pas été mis au jour par les spécialistes qui se sont penchés sur l'oeuvre de Camus. Notamment Olivier Todd, à qui on doit la biographie *Albert Camus, une vie* (Gallimard 1996). Ni dans *Fragments d'un combat 1938-1940* (Gallimard, "Cahiers Albert Camus" n° 3, 1978), de Jacqueline Lévy-Valensi et André Abbou, qui réunit des articles publiés par Camus alors qu'il habitait en Algérie.

C'est en dépouillant carton par carton que nous avons découvert les articles manquants d'*Alger républicain* et du *Soir républicain* dans les rapports de censure. Car cette dernière

a pour qualité d'être une greffière rigoureuse. De même que les services des renseignements généraux, qui notent tous les faits et gestes des individus qu'ils surveillent - ce fut le cas d'Albert Camus en Algérie. C'est ainsi qu'ont surgi, sous nos yeux, les mots, les phrases, les passages et même les articles entiers qui n'avaient pas l'heur de plaire aux officiers chargés d'examiner les morasses des pages des journaux.

"Ces archives-là n'ont pas été utilisées", confirme le spécialiste Jeanyves Guérin, qui a dirigé le *Dictionnaire Albert Camus* (Robert Laffont, coll. "Bouquins", 2009). Même confirmation d'Agnès Spiquel, présidente de la Société des études camusiennes.

Dans l'inédit publié ici, Camus considère que *"la vertu de l'homme est de se maintenir en face de tout ce qui le nie"*. Dans *L'Homme révolté*, il ne dit pas autre chose, estimant que la révolte, *"c'est l'effort pour imposer l'Homme en face de ce qui le nie"*.

"Les quatre commandements du journaliste libre", à savoir la lucidité, l'ironie, le refus et l'obstination, sont les thèmes majeurs qui traversent son oeuvre romanesque, autant qu'ils structurent sa réflexion philosophique. Comme le football puis le théâtre, le journalisme a été pour Camus une communauté humaine où il s'épanouissait, une école de vie et de morale. Il y voyait de la noblesse. Il fut d'ailleurs une des plus belles voix de cette profession, contribuant à dessiner les contours d'une rigoureuse déontologie.

C'est aux lecteurs algériens que Camus a d'abord expliqué les devoirs de clairvoyance et de prudence qui incombent au journaliste, contre la propagande et le *"bourrage de crâne"*.

A *Combat*, où Pascal Pia, son mentor dans le métier, fait appel à lui en 1944, Camus poursuit sa charte de l'information, garante de la démocratie pour peu qu'elle soit *"libérée"* de l'argent : *"Informer bien au lieu d'informer vite, préciser le sens de chaque nouvelle par un commentaire approprié, instaurer un journalisme critique et, en toutes choses, ne pas admettre que la politique l'emporte sur la morale ni que celle-ci tombe dans le moralisme."*

En 1951, il laisse percer sa déception dans un entretien donné à *Caliban*, la revue de Jean Daniel : *"Une société qui supporte d'être distraite par une presse déshonorée et par un millier d'amuseurs cyniques (...) court à l'esclavage malgré les protestations de ceux-là mêmes qui contribuent à sa dégradation."*

Macha Séry

L'Homme révolté

<https://www.franceculture.fr/philosophie/camus-un-homme-revolte>